



Journée d'études

***La réflexivité dans la recherche sur l'immigration,
entre éthique du métier et pratiques de l'enquête***

Lundi 1er février 2021 – en visioconférence

Comité d'organisation : Thomas Douniès, Behrouz Keyhani

Ainsi que le montrent les manuels de méthode, mais également de nombreux ouvrages ou thèses dans lesquels une place lui est généralement faite *a minima* dans le propos introductif pour dire « d'où l'on parle », la réflexivité apparaît aujourd'hui comme un « passage obligé » de la recherche en sciences sociales. Elle est reconnue comme une tâche incontournable qui doit accompagner l'ensemble du processus de recherche – de la collecte des données à la restitution des résultats. La réflexivité semble toutefois avoir un statut ambivalent, entre une éthique parfois routinière du métier et une démarche concrète qui guide chaque étape de la recherche en train de se faire (Clair 2016), irréductible à un exercice obligé d'auto-sociobiographie. Si la réflexivité apparaît encore souvent comme une zone d'ombre de la recherche, en particulier parce qu'elle est spontanément associée à la sphère de l'intime, il y a profit à éclairer comment la conformité à ce principe s'articule, au concret de la recherche se faisant, à des pratiques, des expériences, voire des « ficelles » (Becker 2002). À partir du cas des recherches sur l'immigration, cette journée d'étude propose d'engager une réflexion sur ces questionnements méthodologiques et épistémologiques.

L'immigration : un objet d'étude « ordinaire »

Le renversement de la légitimité de l'immigration comme objet d'étude (Noiriel 1988) se concrétise en un sous-champ de recherche spécialisé, un domaine identifié bien que diversifié. Cette différenciation ne saurait cependant être synonyme de singularité radicale de l'objet. De récentes revisites d'enquêtes montrent en effet que cette spécialisation est le produit de gestions différentielles des populations, du cadrage des commandes publiques et de concurrences disciplinaires au sein du champ académique ; et qu'elle peut, par effet de construction, renforcer l'altérisation des objets d'études et par là, de certaines catégories d'immigré-e-s (Pitti 2018). La vision d'exceptionnalité est par ailleurs prisonnière de la conversion d'une problématisation socio-

politique – qui fait de l'immigration un phénomène hors du commun – en une problématisation sociologique qui traduirait à sa manière l'hétéronomie de la science en ce domaine (Sayad 2014). Tout comme ce faux semblant d'a-typicité ne saurait tenir à l'écart les outils théoriques classiques des sciences sociales (Siméant 1998), il y a profit à engager dans et sur les recherches relatives à l'immigration une démarche réflexive habituelle qui montre comment se mettent au travail cette disposition mentale (Bourdieu 2001) et ce procédé concret de la recherche en train de se faire. Ainsi, tout en étant attentive à la singularité relative des objets, cette journée d'étude vise à montrer comment la recherche sur l'immigration se confronte à des enjeux d'enquête inhérents à toutes démarches de sciences sociales, et comment inviter les chercheurs en ce domaine à « retourner [sur eux-mêmes] le “viseur” de l'objectivation » (Hmed et Laurens 2008) contribue aux questionnements plus généraux sur leurs conditions de possibilité.

L'immigration, c'est les Autres ?

Bien que les figures prédominantes de l'immigré.e dans les espaces médiatiques, politiques et académiques français aient connu des évolutions (Brücker, Veron et Vertongen 2019), quelques constantes demeurent : elles restent remarquablement masculines et sont situées dans les classes populaires et/ou en bas de l'échelle du prestige social (Wagner 2011). Partant de ce constat, la journée d'études invite les intervenant.e.s à restituer la façon dont leurs pratiques de recherche font avec la nécessité, mais aussi l'injonction à éviter tout misérabilisme ou populisme (Grignon et Passeron 1989) tout en restant fidèles à leurs matériaux. En ce sens, il peut en particulier être intéressant de présenter la façon dont des dilemmes moraux ou une réflexion politique peuvent guider la stratégie d'exposition de matériaux et la restitution de résultats qui dérogent aux gages de respectabilité que sont tenues de donner ces catégories de populations minorisées ; ainsi que les méthodes qui permettent de mettre en évidence leur capacité d'action dans un contexte académique prompt à présupposer l'adhésion des dominé.e.s – avec un potentiel « effet anesthésiant sur la curiosité empirique » (Jounin 2007, p. 291) – et à montrer l'improbabilité de leurs mobilisations (Veron 2019). En ce qui concerne les recherches portant sur les migrantes, les enjeux posés par la mise en visibilité sélective des femmes (Morokvasic 2011) peuvent également être abordées.

C'est pourquoi cette journée d'étude propose de saisir l'immigration comme fait social total (Sayad 1991). À ce titre, aux côtés des travaux portant sur les populations immigrées en France (par exemple sur leurs trajectoires, leurs mobilisations, leurs positions sur le marché du travail, ou les évolutions des rapports de pouvoir en leur sein), ceux se concentrant sur les acteurs publics ou privés qui, par leurs pratiques, leurs discours ou leurs activités professionnelles ont un rapport avec l'immigration, ont toute leur place. De même que celles portant sur les fractions de populations

immigrées qui occupent des positions dominantes (les « expatrié.e.s »), qui font moins l'objet d'attention politiques et académiques. Toujours dans une démarche réflexive, il semble intéressant de faire dialoguer ces travaux : du cadrage du sujet à la restitution des résultats en passant par la construction d'objet, le choix des techniques d'investigation et les relations d'enquête avec les personnes côtoyées, comment peuvent-ils s'éclairer mutuellement ?

Que faire des catégories et des sources ?

L'immigration est exemplaire de domaines de recherche autour de populations plus parlées qu'elles ne parlent (Bourdieu 1977). Que leur entrée soit anthropologique, historique ou sociologique, qu'elle soit qualitative ou quantitative, les chercheurs sont en effet confrontés à des catégories, des labels et des sigles qui désignent des immigrants. Objectivées dans les archives d'administrations étatiques ou d'entreprises ou utilisées dans le sens commun, ces catégories qualifient, trient et hiérarchisent des groupes sociaux selon différents critères qui peuvent partiellement s'imbriquer (nationalité, statut migratoire, race, genre, classe, sexualité). Elles sont mobilisées afin de décrire et/ou gouverner. Ces mises en mot participent au découpage du monde social et des grilles de vision que l'on adopte pour en rendre compte. En partant de ce constat, on peut ainsi esquisser deux manières - non nécessairement exclusives - de traiter avec ces catégories et de réfléchir au statut épistémologique qu'on leur accorde.

D'une part, il s'agit de se demander ce que signifie *faire avec* ces catégories. Dans les moments enchevêtrés de construction de l'objet, d'enquête et de restitution des résultats, ces dernières ne peuvent pas toujours être purement et simplement écartées, ne serait-ce que parce qu'elles sont partiellement performatives comme le montrent par exemple le travail de l'administration (Spire 2008) et l'intériorisation de ses normes par les intéressés eux-mêmes (Zalc 2016). Il est possible de faire l'hypothèse qu'au fil de la recherche, les chercheuses et les chercheurs sont plus précisément retenus dans un dilemme entre prise au sérieux de ces catégories à la fois enveloppantes et omniprésentes et désir de « s'interdire résolument l'emploi de ces concepts qui se sont formés en dehors de la science et pour des besoins qui n'ont rien de scientifique » (Durkheim 2013).

La journée d'étude propose ainsi de revenir sur ce dilemme et la manière dont il est possible de s'y confronter avec réflexivité à différents moments de la recherche. Elle invite, entre autres, à envisager la réflexivité comme choix entre, expliciter les effets de ces catégories et les remplacer, ou se résoudre à en faire un emploi raisonné et maîtrisé. Car ces catégories au degré d'objectivation variable – du terme courant à la rubrique administrative – ont parfois une ambiguïté quant à leur (im)pertinence sociologique qui se révèle dans la dualité entre le signifiant et signifié, à l'image du terme d'« intégration » auquel différents statuts ont pu être accordé, ou encore aux catégories

s'appuyant sur des marqueurs ethniques ou raciaux, utilisées non pas pour décrire physiquement des individus mais restituer les auto-identifications et les positions sociales de groupes sociaux dans un ordre racialisé et inégalitaire (Mazouz 2008; Jounin 2014).

D'autre part, la journée invite à revenir sur la réflexivité comme dé-naturalisation. Elle renvoie ici à l'intrication entre mise à distance du social et travail sur soi (Paugam 2012), dans la mesure où nombre de catégories sont intériorisées par les sociologues eux-mêmes. Dans une perspective peu éclairée dans les réflexions méthodologiques plus générales, cela implique en particulier de questionner le caractère nationalement situé du chercheur. L'ancrage national – l'« habitus national » (Elias 1981) – tend à naturaliser des manières de voir et de penser les étranger.e.s (Sayad 1999) qui s'actualisent inconsciemment dans la construction des recherches en pré-déterminant leur regard et leurs résultats (Wimmer et Schiller 2002). Face à ce travers de « nationalisme méthodologique » (*ibid.*), l'introspection concerne à la fois le rapport aux enquêté.e.s mais également, de manière décisive, la relation aux sources et archives qui cristallisent l'appétence à « nommer les problèmes sociaux à l'aide d'un vocabulaire national » (Noiriel 2005). Dans une autre direction, cela amène également à se demander comment on peut s'embarquer à l'étranger, par exemple dans les pays d'émigration, avec des catégories d'entendement héritées de sa socialisation nationale ; et comment on parvient à les expliciter, les mettre à distance et finalement interroger les effets qu'ils ont pu avoir sur notre construction de l'objet.

D'autre part, cette journée d'études peut être l'occasion d'ouvrir la réflexion sur le processus de mise en catégorie (et dans une démarche historique, en archives). Il s'agit alors d'identifier et d'analyser ce que les institutions productrices de ces schèmes de pensée et d'action rendent explicite, implicite mais aussi dissimulent, et ce que ces mises en visibilité sélectives révèlent des hiérarchies et des rapports de pouvoir à l'œuvre dans ces institutions. Dans une démarche visant à l'exposition des pratiques d'enquête, les intervenant.e.s peuvent par exemple restituer comment, dans leur travail de recherche, ils et elles parviennent à « relier les fils de ces histoires à l'histoire du pouvoir, et [à] expliquer pourquoi ils ont été coupés (Stoler et al. 2014) ; ou encore rendre compte du statut à accorder au contenu d'archives d'institutions dont on sait qu'il peut être « à charge » contre certaines populations, mais qui paradoxalement peut se révéler utiles pour révéler la capacité d'action de ces dernières (Blanchard 2012).

La réflexivité dans la relation à l'objet et au « terrain »

Dans un deuxième grand axe de réflexion, la journée propose de revenir sur la réflexivité comme capacité de décentrement dans les relations d'enquête. En ce domaine, la réflexivité est généralement mise au travail autour de deux principales considérations. Les chercheuses et

chercheurs sont d'une part invité.e.s à se situer par rapport à leur objet et leurs enquêtés en termes de proximité. Si l'enquête en milieu familial (Bajard 2013) requiert d'explicitier ses affinités sociales, affectives et éventuellement politiques pour en maîtriser les effets et plus largement « exotiser » le connu (Beaud et Weber 2010), la distance à la fois sociale et culturelle nécessite à l'inverse d'explicitier les termes de l'éloignement pour se prémunir contre l'ethnocentrisme de classe, de genre et de race. D'autre part, ils et elles doivent se situer dans l'asymétrie croisée de la relation d'enquête, lorsqu'ils et elles sont en position de pouvoir (Mauger 1991) ou au contraire en faveur d'enquêté.e.s dont les ressources sociales et culturelles (Pinçon et Pinçon-Charlot 1991) font d'eux des « imposants » (Chamboredon et al. 1994 ; Laurens 2007).

A partir du cas des recherches sur l'immigration, la journée d'études invite à explorer ces deux couples : proche-lointain/dominant-dominé en appréhendant chaque terme comme l'extrémité d'un *continuum* de relations d'enquête qui évoluent selon un effet de temporalité à prendre pour objet. Il s'agira de revenir sur la façon dont les propriétés sociales des sociologues interagissent avec le choix des objets, les propriétés sociales des personnes ou des institutions qui donnent accès à du matériau (sur elles-mêmes ou leurs activités), et les choix des techniques d'investigation. Plus généralement, il s'agira de mettre à distance les visions quelques fois réifiées de ces effets d'enquête, pour d'avantage éclairer les ambiguïtés, à l'image de l'ambivalence entre proche et lointain qui caractérise l'étranger (Simmel 2019) à rebours d'une représentation spontanée d'extériorité. La journée sera également l'occasion de mettre en lumière les effets équivoques des affects à l'égard des populations mais également des acteurs qui gravitent autour d'elles – associations, administrations, services sociaux – dont on peut, comme sociologue pouvant avoir un positionnement politique sur son objet d'étude, louer ou décrier les pratiques ; elle invite en cela à revenir sur la combinaison des émotions – adhésion/répulsion, dégoût/fascination – et leur gestion afin de voir comment, dans les recherches sur l'immigration, est rendue possible l'enquête avec ou sans « sympathie » (Herlin-Giret, Le Roux et Momméja 2019) quand « on aime » ou pas ses enquêtés (Avanza 2008). Elle propose enfin de faire dialoguer des pratiques d'enquêtes ethnographiques contrastées qui peuvent notamment se traduire par différents degrés et modalités de « révélations » que l'on choisit de faire en tant qu'enquêteur ou enquêtrice sur un terrain donné : qu'il s'agisse des raisons de sa présence, de ses intérêts de recherche, de son positionnement politique, ou encore de propriétés sociales « discréditables » (Chauvin 2017).

BIBLIOGRAPHIE

AVANZA Martina, 2008, « 2 : Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas « ses indigènes » ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe » dans Alban Bensa et Didier Fassin (eds.), *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, p. 41-58.

- BAJARD Flora, 2013, « Enquêter en milieu familial », *Geneses*, vol. 90, n° 1, p. 7-24.
- BEAUD Stéphane et WEBER Florence, 2010, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte (coll. « Repères »), 336 p.
- BECKER Howard Saul, 2002, *Les ficelles du métier: comment conduire sa recherche en sciences sociales*, traduit par Henri Peretz et Jacques Mailhos, Paris, La Découverte, 352 p.
- BLANCHARD Emmanuel, 2012, « La Goutte d'Or, 30 juillet 1955 : une émeute au cœur de la métropole coloniale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 195, n° 5, p. 98-111.
- BOURDIEU Pierre, 2001, *Science de la science et réflexivité: cours du Collège de France (2000-2001)*, Paris, Raisons d'agir, 237 p.
- BOURDIEU Pierre, 1977, « Une classe objet », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1977, vol. 17, n° 1, p. 2-5.
- BRÜCKER Pauline, VERON Daniel et VERTONGEN Youri Lou, 2019, « Du mouvement des sans-papiers à la « crise » des réfugiés : évolution des catégories d'action et enjeux théoriques », *Critique internationale*, vol. 84, n° 3, p. 9-21.
- CHAMBOREDON Hélène, PAVIS Fabienne, SURDEZ Muriel et WILLEMEZ Laurent, 1994, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1994, vol. 16, n° 1, p. 114-132.
- CHAUVIN Sébastien, 2017, « Les placards de l'ethnographe » dans Pierre Leroux et Érik Neveu (eds.), *En immersion : pratiques intensives du terrain en journalisme, littérature et sciences sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 163-174.
- CLAIR Isabelle, 2016, « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 28 juin 2016, vol. 213, n° 3, p. 66-83.
- DURKHEIM Émile, 2013, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, xxiv+149 p.
- ELIAS Norbert, 1981, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, traduit par Yasmin Hoffmann, Aix-en-Provence, France, Pandora, 222 p.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, 1989, *Le savant et le populaire: misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, France, Gallimard/Seuil, 260 p.
- HERLIN-GIRET Camille, LE ROUX Daphné et MOMMÉJA Adèle (eds.), 2019, « Des terrains sans sympathie? », *Terrains Théories*, 2019, n° 10.
- HMED Choukri et LAURENS Sylvain, 2008, « Éditorial en marge des sirènes du "post-post...". Un travail collectif sur la fabrique des catégories et l'invention de l'immigration », *Agone*, n° 40, p. 7-14.
- JOUNIN Nicolas, 2007, *Loyautés incertaines: les travailleurs du bâtiment entre discrimination et précarité*, France, 619 p.
- Jounin Nicolas, 2014, *Voyage de classes: des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers*, Paris, La Découverte, 248 p.

- LAURENS Sylvain, 2007, « «“Pourquoi” et “comment” poser les questions qui fâchent ? » », *Genèses*, vol. 69, n° 4, p. 112-127.
- MAUGER Gérard, 1991, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1991, vol. 6, n° 1, p. 125-143.
- MAZOUZ Sarah, 2008, « 4 : Les mots pour le dire. La qualification raciale, du terrain à l'écriture » dans Alban Bensa et Didier Fassin (dir.), *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, p. 81-98.
- MOROKVASIC Mirjana, 2011, « L'(in)visibilité continue », *Cahiers du Genre*, vol. 51, n° 2, p. 25-47.
- NOIRIEL Gérard, 2005, « Avant-propos », dans Vincent Ferry, Piero-Dominique Galloro et Gérard Noiriel (dir.), *20 ans de discours sur l'intégration :*, Paris, L'Harmattan, p. 9-10.
- NOIRIEL Gérard, 1988, *Le creuset français: histoire de l'immigration : XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 437 p.
- PAUGAM Serge, 2012, « Conclusion : La réflexivité du sociologue » dans Serge Paugam (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, France, Presses universitaires de France, p. 441-445.
- PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 1991, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, vol. 3, n° 1, p. 120-133.
- PITTI Laure, 2018, « Quand la commande publique façonne l'objet des sciences sociales : une enquête sur les OS dans l'industrie automobile (1984-1986) », dans Gilles Laferté, Paul Pasquali et Nicolas Renahy (eds.), *Le laboratoire des sciences sociales: histoires d'enquêtes et revisites*, Paris, Raisons d'agir, p. 149-180.
- SAYAD Abdelmalek, 2014, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré, préface de Pierre Bourdieu*, Éditions Points, 537 p.
- SAYAD Abdelmalek, 1999, « Immigration et “pensée d'État” », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1999, p. 5-14.
- SAYAD Abdelmalek, 1991, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck université, 331 p.
- SIMÉANT Johanna, 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 504 p.
- SIMMEL Georg, 2019, *L'étranger: et autres textes*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 91 p.
- SPIRE Alexis, 2008, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir, 124 p.
- STOLER Ann Laura, FRAENKEL Béatrice, MÜLLER Bertrand et POTIN Yann, 2014, « Suivre les archives dans le sens du « grain ». Entretien avec Ann Laura Stoler. Par Béatrice Fraenkel, Bertrand Müller et Yann Potin », *Écrire l'histoire. Histoire, Littérature, Esthétique*, n° 13-14, p. 169-174.
- VERON Daniel, 2019, « "Sans combat, il n'y aura rien du tout !" L'engagement des sans-papiers pour leur régularisation (région parisienne, 2008-2011) », *Critique internationale*, vol. 84, n° 3, p. 23-41.
- WAGNER Anne Catherine, 2011, « Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation », *Actes*

de la recherche en sciences sociales, n° 190, n° 5, p. 4-9.

WIMMER Andreas et SCHILLER Nina Glick, 2002, « Methodological nationalism and beyond: nation–state building, migration and the social sciences », *Global Networks*, vol. 2, n° 4, p. 301-334.

ZALC Claire, 2016, *Dénaturalisés: les retraits de nationalité sous Vichy*, Paris, Seuil.